

## **GREGOIRE Ludivine**

Née le 28 février 1983

9, avenue Jean Moulin  
13100 Aix-en-Provence  
06.38.10.11.07

[ludigregoire@hotmail.fr](mailto:ludigregoire@hotmail.fr)



### Cursus universitaire

- 2015 **Recrutement en qualité de maître de conférences**, Université de Pau et des Pays de l'Adour, UFR Droit.  
Qualification aux fonctions de **maître de conférences** (section 01).
- 2014 **Doctorat en droit privé et sciences criminelles** à l'Université d'Aix-Marseille, sous la direction de Monsieur le Doyen et Professeur Philippe BONFILS.  
Soutenance le 1<sup>er</sup> décembre 2014 : « *Les mesures de sûreté : essai sur l'autonomie d'une notion* ».  
Mention obtenue : *très honorable avec les félicitations du jury, proposition de présentation pour un prix de thèse et autorisation de publication en l'état.*
- 2006-2007 **Master II Recherche « Matière pénale »**, Faculté de droit d'Aix-Marseille  
Mention bien  
Mémoire : « *Les incidences de la question du discernement en Droit pénal des mineurs délinquants* ».  
**Diplôme Universitaire d'Études Judiciaires**, décerné par l' Institut d'Études judiciaires de la Faculté de droit d'Aix-Marseille.
- 2005-2006 Institut d'Etudes Judiciaires, préparation au concours d'entrée à l'ENM.
- 2004-2005 **Diplôme Universitaire de l'Institut de Sciences Pénales et de Criminologie (ISPEC)**, Faculté de droit d'Aix-Marseille.  
Mention bien.  
**Master I mention « Droit privé, sciences criminelles, justice »**, Faculté de droit d'Aix-Marseille  
Mention assez-bien.
- 2003-2004 **Licence de Droit**, Faculté de droit d'Aix-Marseille.
- 2001-2003 **Deug de Droit**, Faculté de droit d'Aix-Marseille.
- 2001 **Baccalauréat Série L**  
Mention assez-bien.

## Activités d'enseignement

- 2015-.... **Maître de conférences** à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (début des fonctions : 1<sup>er</sup> sept. 2015).
- 2014-2015 **Chargée de travaux dirigés**, Faculté de droit et de science politique, Aix-Marseille
- 2011-2012 **A.T.E.R.** à l'Université de Nice
- 2010-2011 **A.T.E.R.** à l'Université de Franche-Comté, Besançon
- 2008-2009 **Chargée de travaux dirigés**, Faculté de droit d'Aix-Marseille  
**Chargée de travaux dirigés**, Université de Droit de Nîmes  
**Chargée d'enseignement pour l'I.C.E.S dans le cadre de la préparation à l'examen d'entrée au CRFPA.**
- 2007-2008 **Chargée de travaux dirigés**, Faculté de droit d'Aix-Marseille

### **COURS :**

- Droit pénal général, droit pénal spécial et droit pénal des affaires, Préparation au CRFPA, depuis 2016, IEJ UPPA, UFR Droit
- Droit de la peine et droit pénal spécial, Préparation au CRFPA, depuis 2015 IEJ Aix-Marseille Université.
- Contentieux pénal des libertés, Master I Droit pénal et sciences criminelles. Parcours : Police et sécurité intérieure, 2017-2018, UPPA, UFR Droit.
- Droit pénal et procédure pénale approfondis, Master I Droit Privé, depuis 2015, UPPA, UFR Droit.
- Droit européen des droits de l'homme, Master I Droit Privé, depuis 2015, UPPA, UFR Droit.
- Droit de la peine, Master I Droit Privé, depuis 2015, UPPA, UFR Droit.
- Droit du travail, Licence 3 AES, depuis 2015, UPPA, UFR Droit.

### **SÉMINAIRES :**

- « *Les mesures de sûreté* », Master II Droit de la sanction pénale et de l'exécution des peines, Montpellier, UFR Droit – Science politique.
- « *Mesures restrictives de liberté et de droits avant jugement* », Master II Droit pénal et sciences criminelles. Parcours : Exécution des peines et droits de l'homme. UPPA, UFR Droit – Université de Bordeaux, Département d'études Juridiques d'Agen.
- « *Les dangers* », Master II Droit pénal et sciences criminelles. Parcours : Police et sécurité intérieure. UPPA, UFR Droit.

### **TRAVAUX DIRIGÉS :**

- Droit pénal général (L2), 2011-2012, Université de Nice.
- Responsabilité délictuelle (L1), 2011-2012, Université de Nice.
- Introduction au droit et droit civil (L1), 2010-2011, Université de Franche-Comté.
- Droit pénal général (L2), 2010-2011, Université de Franche-Comté.
- Droit des obligations (L2), 2008-2009, Université Aix-Marseille III.
- Introduction au droit (L1), 2008-2009, Université Aix-Marseille III.
- Droit des personnes (L1), 2008-2009 et 2014-2015 (deux séances), Université d'Aix-Marseille.
- Droit de la famille (L1), 2008-2009, Université Aix-Marseille III.
- Introduction au droit civil (L1, AES, 60 étudiants par groupe), 2008-2009, Université de Nîmes.
- Procédure pénale (à distance CRFPA), 2008-2009, Institut catholique d'études supérieures.
- Droit pénal général (L2), 2007-2008, Université Aix-Marseille III.

## Activités et travaux de recherche

### *Responsabilités scientifiques :*

- Rédactrice en chef du Bulletin des arrêts de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence, depuis septembre 2015.
- Codirection de la chronique législative du Bulletin des arrêts de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence, depuis 2013.

### *Activités scientifiques :*

- Rédactrice au Bulletin des arrêts de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence, depuis 2009. Rédaction de notes et observations en baux d'habitation, droit pénal et droit de la famille.
- Analyste pour l'Atelier Régional de Jurisprudence LexisNexis d'Aix-en-Provence, de 2009 à 2016. Responsable du tri et de l'analyse des arrêts en baux d'habitation (11<sup>e</sup> chambre de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence) et en droit pénal spécial (19<sup>e</sup> chambre de la Cour d'appel d'Aix-en-Provence).
- Auteur pour la revue *En Quêtes Pénales*. Revue de l'Association de l'ISPEC, Aix-en-Provence.  
2012 - 2013 : rédaction de la veille législative en Droit pénal et procédure pénale.  
2013 - 2015 : rédaction de la veille jurisprudentielle en Droit de la sanction pénale.
- Auteur pour LexisNexis depuis 2010. Rédaction d'un E – fascicule « Convention européenne des droits de l'homme » et actualisation semestrielle.
- Auteur pour Lexbase (2011-2012). Rédaction d'un fascicule sur le jugement, sous la direction de Monsieur le Doyen Philippe BONFILS.

### *Activité associative :*

- Secrétaire générale adjointe de l'Association Française de Droit Pénal (depuis octobre 2015).

## Liste de travaux et de publications

### Ouvrage individuel :

1. *Les mesures de sûreté. Essai sur l'autonomie d'une notion*, collection des Thèses, Institut Universitaire Varenne, 2015, 718 p.  
Prix de thèse de l'Ordre des Avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation.  
Prix de thèse Emile Garçon, décerné par l'Association Française de Droit Pénal.  
Prix de Sciences criminelles, de l'Université d'Aix-Marseille.

### Articles :

2. « La prescription de la peine : des attentes déçues ? », in Dossier spécial : *La réforme de la prescription en matière pénale*, *Bulletin d'Aix*, 2018-1, pp. 65-71.
3. « Réflexions sur l'existence d'une notion européenne de "mesure de sûreté" », *Les nouveaux Problèmes actuels de sciences criminelles*, vol. XXVI, LGDJ-Lextenso, 2015, pp. 147-167.
4. « Les mesures de sûreté : un moyen au service de la lutte contre le terrorisme », *RPDP* n° 1, janvier – mars 2015, pp. 57-78.
5. « Réflexions autour de l'expression du principe d'individualisation des peines par la loi n° 2014-896 du 15 août 2014 et de ses conséquences », *Bulletin d'Aix*, 2015-1, pp. 31-46.
6. « Quel avenir pour les mesures de sûreté ? Analyse au regard de deux ans d'application de la loi du 25 février 2008 », *RPDP*, n° 2, avril – juin 2011, pp. 311-322.

### Notes de jurisprudence :

7. « Réflexions et interrogations relatives à l'application de la règle *non in idem* et au (non) cumul des sanctions pénales et disciplinaires », note sous Civ. 1<sup>ère</sup>, 9 avril 2015, n° 14-50.012, *Bulletin d'Aix*, 2015-3, pp. 77-86.
8. « Condamnation de la France pour des violences commises par des agents de la SNCF », note sous CEDH, 16 juillet 2015, n° 20579/12, *Ghedir et autres c/ France*, *AJ Pénal* 2015, n° 12, pp. 596-598.
9. « Des préoccupations liées à l'individualisation des peines : encore et encore... Quand la peine principale et la peine complémentaire posent problème », note sous Cass. crim., 2 octobre 2013, n° 12-85.701, *Bulletin d'Aix*, 2014-1, pp. 49-64.
10. « La détention de sûreté est une peine ! Qualification et conséquences. À propos de l'arrêt CEDH M c/ Allemagne du 17 décembre 2009 », note sous CEDH, 17 décembre 2009, *M. c/ Allemagne*, req. n° 19359/04, *Dr. Pén.* 2010, étude 9, pp. 12-17.
11. « Quand l'obligation d'entretien et de réparation des lieux loués est laissée à la libre appréciation du locataire », note sous CA Aix-en-Provence, 11e ch. B, 10 septembre 2009, *Bulletin d'Aix*, 2010-1, pp. 67-77.
12. « “Cap ou pas cap ”? De l'homicide involontaire à la provocation au suicide », note sous CA Aix-en-Provence, 13e ch., 11 janvier 2010, *Bulletin d'Aix*, 2010-2, pp. 151-163.
13. « État des lieux de la location meublée », note sous CA Aix-en-Provence, 11e ch. B, 21 janvier 2010 (2 arrêts), *Bulletin d'Aix*, 2010-4, pp. 149-160.

### Observations :

14. « Les juridictions de la rétention de sûreté et le droit commun », obs. sous Cass. crim. 28 mars 2018, n° 17-86.938, *AJ Pénal* 2018, n° 6, pp. 327-328.
15. « Recevabilité de l'action civile d'une association de lutte contre la corruption », obs. sous Cass. crim., 11 octobre 2017, n° 16-86.868, *AJ Pénal* 2018, n° 1, pp. 47-48.

16. « Obligation renforcée de la motivation spéciale de la peine correctionnelle », obs. sous Cass. crim., 10 mai 2017, n° 15-86.906, *AJ Pénal* 2017, n° 9, pp. 396-398.
17. « Précisions sur la peine complémentaire d'interdiction professionnelle », obs. sous Cass. Crim., 19 avril 2017, n° 16-80.718, *AJ Pénal* 2017, n° 7-8, pp. 345-346.
18. « Quand la motivation fait défaut, place à la présomption ! », obs. sous Cass. Crim., 15 mars 2017, n° 16-81.776, *AJ Pénal* 2017, n° 5, pp. 243-244.
19. « Retour sur les conditions d'indemnisation des victimes d'infraction par le FGTI : quelques rappels utiles ! », obs. sous Cass. Civ., 2<sup>ème</sup>, 4 février 2016, n° 14-29.255 et Cass. Civ., 2<sup>ème</sup>, 24 mars 2016, n° 15-13.737, *AJ Pénal* 2016, n° 7-8, pp. 399-400.
20. « La détention de sûreté allemande n'est plus exclusivement une peine... », obs. sous CEDH, 7 janvier 2016, n° 23279/14, *AJ Pénal* 2016, n° 6, pp. 339-340.
21. « Encadrement de la mission de l'expert : l'entretien ne vaut pas audition », obs. sous Cass. crim., 16 septembre 2015, n° 15-82.035, *AJ Pénal* 2016, n° 3, pp. 153-154.
22. « Précisions relatives au droit de préemption subsidiaire du locataire », obs. sous Civ. 3<sup>ème</sup>, 11 mars 2015, n° 14-10.447, *Bulletin d'Aix*, 2015-2, pp. 69-72 .
23. « Récidive d'agressions sexuelles réitérées et peines planchers », obs. sous CA Aix-en-Provence, 19<sup>e</sup> ch., 2 novembre 2011, *Bulletin d'Aix*, 2012-3, pp. 165-168.
24. « Personnalisation des peines et emprisonnement en matière correctionnelle », obs. sous CA Aix-en-Provence, 19<sup>e</sup> ch., 23 novembre 2011, *Bulletin d'Aix*, 2012-3, pp. 169-171.
25. « Délimitation de la circonstance aggravante de concubinage », obs. sous CA Aix-en-Provence, 19<sup>e</sup> ch., 26 juillet 2011, *Bulletin d'Aix*, 2012-1, pp. 229-231.
26. « Nouvelles illustrations de violences entre voisins », obs. sous CA Aix-en-Provence, 11e ch. A, 10 décembre 2010 et CA Aix-en-Provence, 11e ch. B., 4 novembre 2010, *Bulletin d'Aix*, 2011-3, pp. 105- 108.
27. « Fin du bail principal et fin de la sous-location : l'un ne va pas sans l'autre ! », obs. sous CA Aix-en-Provence, 11e ch. A, 21 janvier 2011, *Bulletin d'Aix*, 2011-4, pp. 97-100.
28. « De qualifications en qualifications, entre hésitations et affirmations : la détermination hasardeuse de la nature juridique d'un bail », obs. sous CA Aix-en-Provence, 11e ch. A, 9 octobre 2009, *Bulletin d'Aix*, 2010-2, pp. 93-100.
29. « Solidarité familiale et obligation alimentaire à la charge du descendant », obs. sous CA Aix-en-Provence, 6e ch., 10 juin 2009, *Bulletin d'Aix*, 2009-4, pp. 35-37.
30. « Violences volontaires sur une personne chargée d'une mission de service public suivies d'une incapacité n'excédant pas huit jours », obs. sous CA Aix-en-Provence, 13e ch., 26 mai 2006, *Bulletin d'Aix*, 2009-4, pp. 133-136.

### **Encyclopédie et Fascicule :**

31. « Atteintes à l'exercice de l'autorité parentale », fasc. 20, J.-Cl. Pénal Code, 2016 (co-écrit avec le Pr. Philippe Bonfils).
32. « Atteintes à la filiation », fasc. 20, J.-Cl. Pénal Code, 2016 (co-écrit avec le Pr. Philippe Bonfils).
33. « Le jugement », Encyclopédie de procédure pénale, Lexbase, juillet 2012.
34. « Convention européenne des droits de l'homme », LexisNexis, 2010 (date de la dernière mise à jour : février 2018).

### **Chroniques législatives et jurisprudentielles :**

35. Chronique jurisprudentielle de droit pénal général, sous la direction de Monsieur le Doyen Philippe Bonfils. Arrêts de la Cour de cassation : juillet à novembre 2016, *RPDP* 2016.
36. Chronique jurisprudentielle de droit pénal général, sous la direction de Monsieur le Doyen Philippe Bonfils. Arrêts de la Cour de cassation : juillet à novembre 2015, *RPDP* 2015.
37. Chronique législative de droit pénal, sous la direction de Monsieur le Doyen Philippe Bonfils. Rédaction de la partie n° 4 « *Exécution des peines* », *RSC* 2015, pp. 437-447.
38. Chronique jurisprudentielle de droit pénal général, sous la direction de Monsieur le Doyen Philippe Bonfils. Arrêts de la Cour de cassation : septembre à novembre 2014, *RPDP* 2014, pp. 839-845.
39. Chronique législative générale, « Ce qu'il ne fallait pas manquer ce trimestre ». Rédaction complète de la chronique pour les Bulletins : *Bulletin d'Aix*, 2012-4, pp. 65-77, *Bulletin d'Aix*, 2013-2, pp. 27-33, *Bulletin d'Aix*, 2013-3, pp. 79-84, *Bulletin d'Aix*, 2013-4, pp. 65-71. Rédaction de la chronique en codirection pour les Bulletins : *Bulletin d'Aix*, 2014-1, pp. 71-90 ; *Bulletin d'Aix*, 2014-2, pp. 91-112.
40. Chronique jurisprudentielle en droit de la sanction pénale, rédaction complète de la veille jurisprudentielle dans la revue trimestrielle de l'Association de l'ISPEC. *En Quêtes Pénales* : n° 4, novembre 2013, pp. 20-21 ; n° 5, février 2014, pp. 20-21 ; n° 6, mai 2014, pp. 20-21 ; n° 7, septembre 2014, pp. 20-21.
41. Chronique législative, « L'actualité en matière pénale, lois et décrets en droit pénal », *En Quêtes Pénales*, 2012/1, p. 10, 2013/1, p. 9.

### **Travaux présentés lors de colloques ou de journées d'études :**

#### ***Travaux ayant donné lieu à publication :***

42. « La notion de peine et la Cour de cassation », communication orale, colloque *Existe-t-il un droit constitutionnel punitif ?*, Université de Montpellier, UFR Droit et Science politique, 19 janvier 2018, Presses universitaires de Montpellier, à paraître. .
43. « Quel sens a la prescription de la peine ? », communication orale, Congrès des jeunes pénalistes ayant pour thème *La prescription en matière pénale*, Université d'Aix-en-Provence, 25 novembre 2016, Lexbase Hebdo édition privée n° 686 du 2 février 2017, pp. 18-27.
44. « Le traitement des délinquants sexuels », conférence des doctorants du Centre de recherche en matière pénale. Intervention publiée aux *Problèmes Actuels de Sciences Criminelles*, XXIII, PUAM, 2012, pp. 186-202.

#### ***Travaux n'ayant pas donné lieu à publication :***

45. « La protection de l'intimité par le droit pénal », communication orale, séminaire doctoral transdisciplinaire ayant pour thème *Intime, vie privée, données à caractère personnel*, Université de Pau et des Pays de l'Adour, 8 mars 2018.
46. « Le secret professionnel et les droits de la défense (France/CEDH) », communication orale, 1<sup>ère</sup> journée de Droit pénal, ayant pour thème *Le secret professionnel dans la phase préparatoire du procès pénal*, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Barreau de Pau-ISCI, 17 novembre 2017.
47. « La neutralisation de la dangerosité : la rétention de sûreté », communication orale, Congrès de l'Académie Internationale de Droit et Santé mentale, Prague, 14 juillet 2017.
48. « Le sens de la peine privative de liberté : neutraliser ? », communication orale, colloque *Le sens de la peine privative de liberté*, École de Droit, Université d'Auvergne, Clermont-Ferrand, 6 avril 2016.

**Autres publications :**

49. « L'identification du dirigeant », contribution écrite pour l'ouvrage *Les responsabilités du dirigeant de société. Regards croisés de droit civil et de droit pénal* (dir. O. Dexant-de-Bailliencourt et B. Lapérou-Schneider), coll. Thèmes et commentaires, Dalloz, 2018, pp. 7-20.

50. « L'autonomie du droit pénal des affaires », contribution écrite pour l'ouvrage *Droit pénal des affaires* (dir. Ph. Bonfils et E. Gallardo), 2<sup>ème</sup> éd., LGDJ, 2016, pp. 244-257.

51. « Les conditions permettant d'engager la responsabilité pénale d'une personne morale », Questions pratiques, *Bulletin d'Aix*, 2014-2, pp. 229-233.

52. Dossier spécial – Baux d'habitation : « Les différends locatifs », *Bulletin d'Aix*, 2013-1, pp. 5-35.